

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 JUILLET 2015

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 14

Pouvoir : 2

L'an deux mille quinze et le six juillet, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, LAMBERT Eliane, LESUEUR Frédéric, RNET-YAGUE Delphine, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)

PALDACCI-UVERNET Antony (pouvoir à BERGEZ Danielle)

BESSONE Eric

BOISBOURDIN Philippe

GUILBERT Sandrine

Désignation du secrétaire de séance : M. Alain MARTIN

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Lecture des décisions : Aucune.

1. MOTION DE SOUTIEN A L'ACTION DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE (A.M.F.) POUR ALERTER SOLENNELLEMENT LES POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSEQUENCES DE LA BAISSSE MASSIVE DES DOTATIONS DE L'ETAT

Monsieur BUISINE Serge, Premier adjoint délégué aux finances, donne lecture de la délibération.

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, sont massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le bureau de l'A.M.F. a souhaité, à l'unanimité, poursuivre une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics et la population sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'A.M.F., association

pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30 % des dotations qui provoque déjà une baisse de l'investissement du bloc communal de 12,4 % en 2014. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'A.M.F. prévient que les collectivités ne peuvent pas absorber une contraction aussi brutale de leurs ressources.

En effet, la seule alternative est de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La Commune du Thoronet rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes, avec les intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalise nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et va fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la Commune du Thoronet estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De soutenir la demande de l'Association des Maires de France.

ARTICLE SECOND : De demander que soit révisé le programme triennal de baisse des dotations, tant dans son volume que dans son calendrier afin de sauvegarder l'investissement et les services publics locaux.

ARTICLE TROISIEME : De demander en complément :

- L'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures),
- La récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),
- L'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux,

- La mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.

ARTICLE QUATRIEME : De charger Monsieur le Maire de transmettre la délibération à l'A.M.F..

Adopté à l'unanimité

2. DEMANDE DE SUBVENTION POUR REHABILITATION ET MISE AUX NORMES DE LA SALLE POLYVALENTE

Monsieur BUISINE Serge, Premier adjoint délégué aux finances, donne lecture de la délibération.

La Commune connaît une forte croissance de sa population, 2414 habitants au dernier recensement, notamment par la venue de jeunes couples.

La salle des fêtes actuelle est trop exiguë (capacité maximale de 80 personnes) et ne peut plus remplir sa fonction. En effet, étant située au centre du village, au rez de chaussée de logements, elle cause des nuisances sonores.

En outre, il n'existe pas de parking à proximité immédiate.

La Commune est actuellement locataire du bien sis le Thoronet AW 84.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit notamment d'un ancien local commercial (chemin du Préloug, à l'extérieur du centre du village, à côté du parking Louis Rainaud) d'une superficie de 398 m² comprenant plusieurs places de stationnement en extérieur et souterrain.

De plus, ce bien est situé en périphérie sud-est du centre de la commune, dans une zone essentiellement commerciale.

Cette salle polyvalente, ancien centre commercial, permettra l'organisation de manifestations publiques, de manifestations sportives, associatives etc.

Dans ce but, la Commune prévoit la réhabilitation et la mise en conformité de cette salle polyvalente.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 81 640 € H.T. et le Conseil départemental du Var peut être sollicité pour l'obtention d'une subvention à condition que cette dernière soit transmise avant le 15 juillet 2015.

Monsieur le Maire propose le plan de financement établi comme suit :

ORGANISMES	%	SUBVENTIONS SOLLICITEES
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR	70	57 148 €
COMMUNE DU THORONET (Autofinancement)	30	24 492 €
TOTAL	100	81 640 €

Mme BERTHIAUX : « Concernant le montant de 81 640 €, est ce que les 35 956 € qui avaient été votés lors du conseil municipal du 20 mars, pour les travaux de la salle des fêtes polyvalente (réfection et mise aux normes), sont compris dans ce montant ? »

M. LE MAIRE : « Oui, les 35 956 € H.T. sont compris dans les 81 640 € H.T. et ces 35 956 € H.T portaient sur les faux plafonds coupe-feu une heure ».

Mme BERTHIAUX : « Peut-on avoir la liste des travaux à réaliser ? »

M. LE MAIRE : « Des devis ont été réalisés pour l'électricité, le chauffage, le placo-plâtre, la peinture et la mise aux normes par architecte ».

Mme BERTHIAUX : « Et maintenant, qu'en est-il ? »

M. LE MAIRE : « Le tribunal de Grande instance de Draguignan était informé que la Commune préemptait. Il n'y a pas eu de proposition d'achat à 300 000 euros lors de la vente aux enchères et personne ne s'est porté acquéreur; cependant, la Banque par le biais d'une succursale a souhaité présenter de nouveau le bien aux enchères pour récupérer une mise plus importante.

Ainsi, le greffe du Tribunal a confirmé la nouvelle vente aux enchères en septembre 2015 pour un montant nouveau de 330 000 euros et c'est à ce moment là que la Commune devra faire préemption. ».

M. SILVA : « Vous indiquez mise aux normes, pouvez-vous expliquer de quoi il s'agit ? »

M. LE MAIRE : « Avant le local commercial était de type 5 et au regard des règles en vigueur, nous allons ramener la surface utilisable à 299 m² pour demeurer en classe 3. A partir de 300 m², les normes de l'Etat sont plus drastiques. On ne perd pas de m², la surface utilisable de la salle elle même est de 299 m² le reste de la surface du local sera utilisé pour réaliser une cuisine, un W.C. et tout ce qui nous sera possible. »

M. SILVA : « Est-ce que nous allons réaliser une demande de subvention pour l'achat de la salle et a-t-on fait une étude pour l'achat auprès des organismes de prêt ? ».

M. LE MAIRE : « Le Conseil départemental devrait nous octroyer 120 000 € au titre des projets structurants, malheureusement il sera difficile d'avoir plus. Nous réaliserons une demande de subvention à la Région mais nous ne serons pas assurés du résultat. C'est pour cela que nous avons préféré présenter la demande de subventions pour les travaux plutôt que l'acquisition car le bâtiment ne sera pas acquis au 15 juillet.

Nous avons contacté les banques pour les emprunts mais pour le moment ce n'est pas possible d'obtenir une étude car nous ne sommes pas propriétaires et on ne peut pas, à ce jour, assurer que nous le serons demain ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE PREMIER : La réhabilitation et mise aux normes de la future salle polyvalente sis AW 84 (le THORONET).

ARTICLE SECOND : De solliciter l'aide du Conseil Départemental du Var pour permettre à la commune de financer les travaux.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de la réalisation du dossier de demande de subvention.

Adopté à l'unanimité

<p><u>3. DEMANDE DE SUBVENTION POUR TRAVAUX ECOLE, BATIMENTS COMMUNAUX, HOTEL DE VILLE</u></p>

Monsieur BUISINE Serge, Premier adjoint délégué aux finances, donne lecture de la délibération.

La commune du Thoronet possède un seul groupe scolaire Lucie Aubrac dont la construction initiale date de 1884. Des travaux de rénovation importants doivent être réalisés au plus tôt pour la sécurité et le confort des enfants.

Ainsi il est programmé des travaux de rénovation de peinture pour 2 classes décrépies. En outre, les menuiseries vétustes (d'une classe, de la salle informatique et de la salle multisports) doivent être remplacées par des coulissants deux vantaux en aluminium vitrage solaire pour éviter que les enfants souffrent de la chaleur excessive liée aux vitrages plein sud.

La commune possède en outre des appartements communaux au sein du village, majoritairement des F1 - F2 pour aider les jeunes ménages et les personnes isolées. Il est important de procéder au remplacement de volets datant des années 1980.

La commune accueille, de plus, les associations au sein de la maison des associations, (ancienne maison de village face à l'hôtel de ville) qui n'a jamais été peinte en façade. Les travaux sont également programmés.

Enfin, l'hôtel de ville doit connaître un aménagement de ces locaux. Jusqu'à présent, l'accueil est au cœur des locaux et l'administré peine à le trouver. Il est donc impératif de réaménager l'espace intérieur avec des travaux de décroisonnement et de mise aux normes handicapés pour que l'accueil soit disponible pour tous à l'entrée de la mairie avec une salle d'attente.

Outre ces travaux, l'hôtel de ville doit être équipé d'une climatisation pour la salle des mariages (salle du conseil municipal).

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 61 207 € H.T et le Conseil départemental du Var peut être sollicité pour l'obtention d'une subvention à condition que cette dernière soit transmise avant le 15 juillet 2015.

Monsieur le Maire propose le plan de financement établi comme suit :

ORGANISMES	%	SUBVENTIONS SOLLICITEES
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR	70	42 845 €
COMMUNE DU THORONET (Autofinancement)	30	18 362 €
TOTAL	100	61 207 €

Mme PELLERIN : « A-t-on l'obligation de réaliser l'accessibilité à la salle du conseil municipal ? ».

M. LE MAIRE : « Non, cela a été repoussé ».

M. SILVA : « Pourrait-on avoir un frigo dans la salle du conseil municipal afin de pouvoir avoir de l'eau fraîche ? ».

Mme BERTHIAUX « Lorsque l'on a des réunions autre que le conseil municipal, nous n'avons pas une goutte d'eau, par exemple on a eu une réunion C.C.A.S. et nous n'avions pas d'eau, on a pris l'eau du robinet ».

Mme TAXI propose une fontaine d'eau froide, M. LE MAIRE refuse.

Mme WEISS : « Il n'y a que moi qui ai la clé, ce qui est tout à fait normal car c'est moi qui me charge d'apporter les bouteilles; si tout le monde a la clé, le jour du conseil il n'y aura pas de boissons. Par contre lorsque vous avez des réunions, si vous me le dites avant, je vous sortirai des bouteilles d'eau et s'il n'y en a plus j'irai en acheter ».

Mme BERTHIAUX « Je comprends que Mme WEISS ait la clé, néanmoins, je pensais qu'en bas, on pouvait trouver quand même un peu de rafraichissement? »

M. LE MAIRE : « Au secrétariat, il n'y a rien. Par contre, j'ai un petit frigo dans mon bureau avec deux bouteilles d'eau. »

M. ZAMORA propose de récupérer un frigidaire.

M. LE MAIRE : « Acheter un frigidaire pour ça, pour trois ou quatre réunions dans l'année, ça me semble difficile, et on ne va pas le mettre dans la salle du conseil municipal mais mettre de l'eau au frais je suis d'accord avec vous, on va essayer d'organiser ça ».

M. SILVA propose un petit frigo comme dans les studios.

M. LE MAIRE assure que l'on trouvera la solution.

M. SILVA : « Je posais la question car la délibération portait sur l'aménagement de la salle du conseil municipal. Nous, tout ce que l'on veut c'est que ce soit frais ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER: De réaliser les travaux à l'école Lucie Aubrac, bâtiments communaux, Hôtel de ville, tels que décrits ci-avant.

ARTICLE SECOND : De solliciter l'aide du Conseil Départemental du Var pour permettre à la commune de financer les travaux.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de la réalisation du dossier de demande de subvention.

Adopté à l'unanimité

<p>4. <u>DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE</u> <u>2014</u></p>

Monsieur BUISINE Serge, Premier adjoint délégué aux finances, donne lecture de la délibération.

Vu le courrier du Conseil départemental en date du 02/06/2015, portant sur « recettes provenant du produit des amendes de police relatives à la circulation routière – Communes de moins de 10.000 habitants-répartition 2014 ».

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que l'aménagement des trottoirs le long du boulevard du 17 août 1944 est indispensable, les personnes emmènent leurs enfants avec des poussettes à l'école et se rendent dans la zone commerciale. La route départementale sépare le noyau du village de la zone commerciale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 14 679.40 € H.T.

Mme BERTHIAUX : « Au niveau du pont, avant le cimetière, il manque un morceau de garde-fou ».

M. LE MAIRE informe que le garde-corps a été construit par la D.D.E. et demande à M. MARTIN de faire réaliser un devis, le montant sera donné lors du prochain Conseil Municipal. Le chef de la direction départementale des routes sera également consulté afin de connaître la hauteur à respecter.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De solliciter l'aide la plus importante possible afin de réaliser le dossier de demande d'amendes de polices 2014.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de la réalisation du dossier de demande.

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

M. le MAIRE

- Château de la Martinette

Lecture du courrier de remerciements portant sur la participation à l'organisation du Triathlon au château de la Martinette. M. LE MAIRE informe l'assemblée que la mairie n'est pas concernée par ce courrier, ce sont uniquement les membres de l'Amicale des C.C.F.F. qui ont apporté leur aide.

En outre, M. LE MAIRE a reçu ce jour les propriétaires du château, ils envisagent de réaliser des travaux de rénovation et de créer un restaurant, ces projets seront à prévoir au P.L.U..

Enfin, un imposant panneau « La Martinette » ayant été posé sur le territoire de la Commune, M. LE MAIRE leur a fait remarquer qu'il s'agit d'une erreur car « La Martinette » se situe sur la Commune de Lorgues, pour la Commune du Thoronet il aurait fallu écrire « Le Prieuré ».

M. BUISINE rappelle que les propriétaires doivent respecter le règlement national de publicité.

M. LE MAIRE remercie l'assemblée et souhaite de bonnes vacances à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h35.

Le secrétaire de séance

M. Alain MARTIN